

***Le capitalisme et ses  
contradictions***

-----

***L'éducation nationale  
dans tous ses états !***

# Le capitalisme et ses contradictions

« La propriété, c'est le vol »  
(Pierre-Joseph Proudhon)

*L'histoire du capitalisme réside dans l'existence de la plus-value*  
(Vision marxiste)

L'idéologie bourgeoise repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme, qui induit une société inégalitaire et le capitalisme. Pour ces trois raisons, une grande partie des entités économiques appartiennent à des propriétaires privés que sont les capitalistes. Le but est de vendre une marchandise plus chère que son coût de départ pour obtenir le profit suivant le paradigme :

$$\begin{aligned} & \text{Capital variable*1} \\ & + \text{Capital constant*2} \\ & = \text{Capital organique} \\ & + \text{Autres coûts intermédiaires} \\ & \quad + \text{Profit*3} \\ & = \text{Valeur de la marchandise} \\ & (\text{prix de revient} + \text{bénéfices} = \text{Prix de vente}) \end{aligned}$$

Tant que le CA (chiffre d'affaire) et les divers postes comptables permettent une distribution satisfaisante du revenu primaire (capital variable + PV), tout va pour le taux de profit (PV divisée par le capital organique). Mais une rente usuraire dégrade : l'accumulation → capital organique → capital constant → compétitivité → capacité de production → capital variable → volume de production → besoin de reproduction de la force de travail. De même, une hausse de la valeur de la force de travail gonfle le capital organique et entraîne une baisse de la PV, donc de l'investissement (suraccumulation) et de la rente.

Plusieurs solutions s'offrent aux capitalistes pour rétablir les marges, le CA et la PV (positifs) ; ils peuvent les utiliser de façon séparée ou concomitante :

1) augmenter le capital social (ou juridique), soit par ses fonds propres, par la rente ou en faisant appel à de nouveaux propriétaires (actionnaires, par exemple), soit en trouvant des investisseurs (obligations FCP) ou des prêteurs (crédit). En bonne logique capitaliste, ces placements se font contre des bénéfices et génèrent des coûts financiers. L'activité économique de la structure se doit de dégager des excédents d'activité. A défaut, il y a crise de suraccumulation.

2) élever le taux de profit par une amélioration de la productivité de la force de travail, tout en jouant sur le capital constant pour dégager la PV. Ce qui

équivalent à réduire les coûts de production pour que le capital organique donne une meilleure PV : soit à même capital organique, la production hausse, soit on la maintient, en baissant le coût du capital organique. En revanche, les gains de productivité subissent la limite « physique » et l'usure du capital organique : reproduction de la force de travail et du capital constant.

3) acquérir ou fusionner d'autres entités économiques (concentration capitaliste) pour favoriser une économie d'échelle, car certains coûts de production restent identiques ou quasi tels, quelque soit le volume d'activité (Par exemple si le coût du chauffage est de 10 pour mille de la production d'un atelier et si la production de cet atelier double, le prix du chauffage restera inchangé en valeur absolue et donc, en proportion, il chutera de moitié par rapport à la valeur de la production).

Un constat s'impose : le travailleur est spolié d'une partie de son travail par la PV. C'est dans les rapports entre « profit/capital organique » ou « capital/travail » que les crises du capitalisme et en partie de nos sociétés s'expliquent. Ce d'autant que le capitalisme est devenu la forme générale de l'économie. Dès lors, l'activité séparée de chaque entité économique (microéconomie) est liée à la macroéconomie (démographie, niveau de développement et culturel, cadre idéologico-politique, mode de vie, formation scolaire, qualification de la main d'œuvre, état du marché, situation de l'économie générale...) La structure capable d'organiser cela sur le plan administratif et législatif est l'Etat. En ce sens, la bourgeoisie n'est pas limitée aux seuls capitalistes, mais incorpore les dirigeants et cadres supérieurs : des entités économiques privées ou publiques, des partis, des syndicats, des parlements, des administrations, des organismes paritaires ou cogestionnaires, etc. Tout ce qu'on appelle la technostucture.

Pour juguler la crise de 1929, la bourgeoisie a lancé une politique, qualifiée par certains de social-démocrate, en mélangeant : fordisme, keynésianisme, libéralisme, protectionnisme, libre-échange, prix du marché ou conventionné. L'Etat et ses partenaires pondant un cadre législatif qui permet la croissance, le marché intérieur et le capitalisme dans un cadre national.

Après la Seconde guerre mondiale, les tensions impérialistes (« Ouest » et « Est »), coloniales (« Nord » et « Sud ») et sociales (lutte des classes) sont encore vivaces. Chaque camp doit maintenir une cohésion interne s'il veut triompher. Pour celui correspondant, plus ou moins, à l'Ouest (avec quelques pays du Sud), cette politique doit transcender les intérêts des classes sociales pour s'instituer et pacifier les rapports sociaux. La bourgeoisie de droite agit pour que les capitalistes réduisent la rente pour accroître le pouvoir d'achat. Par les syndicats, celle de gauche intervient pour canaliser les exigences trop fortes des salariés et

prévenir les poussées révolutionnaires, afin que ces premières soient intégrables par le système. C'est le pacte fordiste ou compromis historique.

Parallèlement, en binôme ou en conglomérat, les Etats passent des accords qui élargissent le marché, la concentration et l'accumulation. C'est l'accélération du processus dit de « mondialisation » (GATT, CEE, CNUCED, OCDE...). Protégé et soutenu dans un cadre national, le capitalisme prospère et se structure sous la forme d'oligopoles ou de monopoles. Les Etats et leurs annexes (collectivités territoriales, conseils et divers organismes de gestion, etc.) deviennent des acteurs économiques de premier plan : monnaie, fiscalité, propriété économique étatique (nationalisation ou noyau dur).

Au cours des années 70/80, le système entre dans une nouvelle crise. Le marché national est saturé (production plafonnée aux taux de renouvellement), soit obsolète (produit dépassé), étroit (trop de concurrence et pas assez de demande pour rentabiliser l'investissement), peu porteur (faible pouvoir d'achat global). Résultat : certains secteurs périssent.

Ainsi, pour l'UE (ex-CEE) en moyenne annuelle :

Années	1960 à 1970	1970 à 1980	1981 à 1990	1991 à 2000	2001 à 2008
PIB	4.70 %	2.20 %	2.30 %	2.08 %	2.00 %
Inflation	3.80 %	10.60 %	9.60 %	5.92 %	2.00 %

Années	1960 à 1970	1970 à 1980
Croissance de l'emploi	0.30 %	0.10 %
Chômage	2.40 %	2.80 %

Un autre repère, la formation de capital fixe :

Années	1960 à 1970	1986	2006
UE (ex-CEE)	22.10 %	18.50 %	14.00 %
USA	18.00 %	15.60 %	19.00 %
JAPON	32.40 %	27.90 %	25.00 %

Pour sortir de ce marasme, deux schémas s'affrontent :

1/ L'un affirme le rôle prédominant de l'Etat et préconise :

- d'augmenter la fiscalité pour réaliser des investissements,
- de redistribuer du pouvoir d'achat, afin de relancer la consommation et la croissance, de nationaliser les secteurs économiques stratégiques (énergie, technologie, alimentaire et financier),
- de mettre sous la coupe de l'Etat les secteurs privés peu bénéficiaires, car, en éliminant la rente, la plus-value même faible est suffisante, on peut même concentrer en monopoles ces secteurs pour qu'ils soient rentables. Il y a aussi cette arrière pensée bolchevique, formulée par Lénine et Trotsky, entre autres. D'après eux, la concentration oligopolistique se mue en concentration monopolistique d'Etat (quelques groupes contrôlant tout, y compris l'Etat). L'étatisation place ces monopoles sous le contrôle direct de hauts fonctionnaires (capitalisme monopolistique bureaucratique d'Etat). Il suffit que la population laborieuse confie à ses représentants la direction de l'Etat, qui devient du coup populaire ou prolétarien, pour que soit réalisé le socialisme (version URSS et ses satellites). Ce qui n'est au bout du compte que du capitalisme d'Etat, sa technostructure accapare l'ensemble des décisions et privilèges. Les inégalités et les classes sociales perdurent.

2/ L'autre veut la propriété privée dans le cadre de l'économie concurrentielle régulée par le marché. L'Etat doit se maintenir au strict nécessaire (appareils répressifs). Cette tendance de la bourgeoisie va réussir à imposer une politique libérale et « mondialiste » pour le compte des capitalistes intéressés (souvent des oligopoles nationaux ou multinationaux). Ce qui implique de modifier les cadres nationaux par des accords de libre échange qui minorent le protectionnisme : c'est fréquemment une régression des législations dites nationales, voire une remise en cause de la protection sociale et de la condition salariale. Les entités économiques de l'Etat, très juteuses, sont privatisées et mises en concurrence sur le marché qui se développe (l'AGCS), des nouveaux bénéficiaires sont récupérés. C'est une manière de soumettre l'économie étatisée à la rationalité comptable du capitalisme libéral, car, la fiscalité coûte cher et l'Etat dépense beaucoup pour un piètre résultat. D'autre part, en réduisant l'hégémonie de l'économie étatisée, l'équation léniniste n'est plus valide. En effet, davantage protégés (rémunération, garantie de l'emploi, non concurrence), les salariés de l'Etat sont plus vindicatifs. Pour remédier à cela, il faut les assujettir au même régime que ceux du secteur privé et à la concurrence de la valeur de la force de travail. A noter que le salariat suit la même phase de la concentration capitaliste. Dès lors, il peut constituer des groupes plus ou moins puissants, en capacité d'imposer des conventions collectives. Celles-ci concernent des fractions importantes du salariat. Ce qui aboutit, par extension, à ce que la valeur de la force de travail soit uniforme. L'argument de perte de compétitivité et de part de marché, causées

par les coûts salariaux, tombe. Par des montages juridiques complexes (sociétés écrans, donneurs d'ordre, sous-traitances, cartels, holdings, « toyotisme », etc.), les capitalistes maquillent cette réalité oligopolistique et monopolistique. Les capitalistes assurent des transferts de capitaux (investissements directs ou par prêts) vers les pays en voie de développement pour assurer leurs propres marchés et croissance. Le phénomène des délocalisations favorise donc le développement du pays d'accueil ; alors que dans le pays de départ, il fait taire les moindres exigences des salariés par le contrecoup du chômage (armée de réserve). Ce qui force les salariés, mieux rétribués, à accepter une diminution de leur condition salariale pour conserver leur emploi. Il ne faut pas oublier que la valeur de la force de travail afférente à chaque pays est actuellement différente et renforce le phénomène des délocalisations. Ainsi, les capitalistes garantissent leur profit. Par le biais de la division internationale du travail, les pays en voie de développement (la périphérie) reçoivent des pays dominants (le centre) leur production sénescence à forte main d'œuvre peu qualifiée. Le coût de cette dernière, le niveau de développement et d'équipement rendent ce type de production solvable pour le marché des pays en voie de développement. En même temps, les premiers conservent celle à haute PV, qui nécessite une main d'œuvre hautement qualifiée. Ce qui est adéquat à leur macroéconomie.

En théorie, tout cela doit permettre un « cycle vertueux » du capitalisme régulé par la « main invisible du marché ». On sait maintenant que la situation est loin d'être miraculeuse.

Partant de là, les capitalistes, les bourgeois, les patrons, les prolétaires ou les salariés du privé ou de l'Etat peuvent soit diverger soit converger, suivant que leurs intérêts économiques pâtissent ou bénéficient du libéralisme ou de la mondialisation. Deux exemples :

- lorsque Renault délocalise en Roumanie, les salariés de ce pays applaudissent et ceux de la France protestent ; mais, si les salariés de Roumanie achètent des produits fabriqués en France, les salariés de ces secteurs jubilent
- les patrons et les salariés du textile protestent quand la Chine s'octroie ce type de production ; en revanche, comme la Chine achète des avions, le secteur de l'aéronautique est satisfait.

Chacun se positionne ou repositionne selon le corporatisme et le court terme d'après ces deux agencements :

- étatismes, protectionnisme, nationalisme, marché local,
- marché local, international, libre-échange, libéralisme.

Ces deux schémas divergent sur la forme, mais pas sur le fond qui est l'oppression et l'exploitation. Ils n'expriment que les intérêts et rivalités inter-capitalistes et inter-bourgeoises. Se positionner pour les exploités selon l'un de

ces deux schémas revient à pratiquer la collaboration de classe, c'est-à-dire défendre les intérêts des privilégiés.

La macroéconomie mondiale fait que chaque économie territoriale est empaquetée dans un rapport « export/import » qui s'exprime dans la balance des paiements. Son observation révèle que la réduction de l'import détruit de l'export. Ce qui fait que nous sommes au milieu de gué. Aller en arrière (protectionnisme) ou de l'avant (mondialisation) serait tout aussi pénible globalement. La réalité est que le capitalisme est rentré dans une nouvelle phase d'extension et personne ne sait d'avance sa finitude, vu les contradictions soulevées par sa logique. D'après nous, le fond et la forme (multiple) du capitalisme sont à détruire à la fois.

Membres CNT-AIT Caen, été 2009.

- \*1\_ Capital variable : valeur individuelle ou collective de la force de travail ou coûts salariaux)
- \*2\_ Capital constant : autres coûts de production : matières premières, machines, bâtiments...)
- \*3\_ Profit : Plus-value (PV) affectée au besoin personnel du propriétaire qui devient la rente ou qu'il réinvestit en capital organique, ce qui produit l'accumulation ou MBA (marge brute d'auto-financement);

# L'éducation nationale dans tous ses états !

- I -

**L**a transformation de l'université n'est pas une nouveauté en soi et ne cesse de revenir au fil de l'Histoire. Un coup d'œil rapide montre qu'elle prend sa source à travers un processus de différenciation en Europe, dès la crise et la fin du Moyen-Âge. Cette époque se caractérise par la toute puissance de l'Église : cet appareil idéologique d'État régit alors la culture gréco-latine et les fonctions d'ordre religieux, scolaire et d'information. Ce qui lui permet de façonner la conscience du sujet. Mais, en s'enfermant dans son a-priori sur le monde, l'Église tourne en vase clos.

Ce processus de différenciation s'appuie autour de quatre facteurs qui rendent obsolète le schéma de l'université du Moyen-Âge :

- la philosophie humaniste des lumières définit l'uomo universale
- la science, avec sa nouvelle conception, s'arc-boute sur la raison et l'expérience,
- la Réforme remet en cause l'Église tant dans son idéologie, sa théorie, que dans sa pratique,
- la technologie de l'imprimerie se révèle être un nouveau moyen de circulation et de transmission de la pensée.

Les conflits éclatent entre les pays catholiques et ceux ralliés à la Réforme. Ils entérinent une autre division confessionnelle et un énième marquage des frontières (qui influe sur la libre circulation). Les théories sur l'État se font jour. Celui-ci mute et développe la fonctionnarisation (des professions n'existant pas au Moyen-Âge apparaissent). Il décide de répondre par la formation au besoin des nouvelles professions. Des sociétés savantes et des académies concurrentes surgissent à côté de l'université dont le nombre augmente en Europe.

La révolution française imprime un autre tournant en supprimant stricto sensu les facultés de théologie, de médecine, des arts et du droit par une série de lois, de décrets en bonne et due forme. Le régime napoléonien place l'université dans un cadre administratif drastique qui supprime toute autonomie, à l'exception de certains établissements comme le Collège de France. Il met en avant les écoles professionnelles. Ce régime veut régénérer au plus vite l'État et assurer au mieux son autorité sur un pays durement éprouvé qu'il est urgent de stabiliser. C'est le début d'une réglementation et uniformisation des programmes, mais surtout de la vénération du diplôme d'État, de ses grades, de ses concours et de ses classe-



ments. Il faut attendre la chute du Second Empire pour que l'université subissent une réorientation, calquée sur le schéma de l'allemand Von Humbolt (principalement « encyclopédisme » et choix des études), décidée en 1896 par les républicains avec la promulgation d'une loi. C'est la forme moderne que va prendre l'université. Les événements de « Mai 1968 » entérinent la massification de l'université.

L'université est donc loin d'être un corps séparé du reste du champ social qui lui serait extérieur. C'est-à-dire qu'elle subit pleinement et constamment l'influence d'idées, issues de chaque autre corps ou domaine spécifique (la science, la philosophie, la politique...), qui caractérisent l'activité de l'homme et structurent son époque par l'ordre du discours. Ce phénomène se répercute et s'impose sur la réalité matérielle d'une société, qui la modifie et imprime son devenir. Il est négation. Car tout corps du champ social est vivifié par des contradictions qui ne sont en réalité que des complications qui surgissent à un moment donné de son développement et de son âge, faisant qu'il laisse radicalement place à un autre corps différent. Ce phénomène est dialectique. Ce qui veut dire que l'université et la société du capitalisme actuel n'auraient pu naître sans la crise et fin du Moyen-Âge : la Renaissance n'est qu'une de ces phases « transitoires » et « évolutives », de ce long processus social-historique, aboutissant à une modification profonde d'ensemble de la représentation et perception de l'objet-sujet. C'est bien pour cela que l'on peut même évoquer des césures épistémologiques qui se répercutent sur la théorie de la connaissance.

La visée de tout système coercitif, totalitaire et post-totalitaire est de s'emparer de la conscience du sujet pour mieux la soumettre à son intérêt particulier sous couvert de l'intérêt général. Ce qui ne peut s'opérer sans la présence des appareils d'État, qu'ils soient répressifs (la justice, la police, l'armée) ou idéologiques (les médias, les syndicats réformistes, l'école, la famille...), qui charpentent une machinerie institutionnelle. Leur objectif est de garantir la pérennité de cette dernière, en régissant tous les moindres aspects de la vie qui s'expriment et se matérialisent par les rapports sociaux (incluant ceux de la production et de la consommation). Les appareils répressifs et idéologiques d'État détiennent chacun une fonction bien précise pour affirmer la souveraineté de l'État. Les premiers recourent à l'enfermement et à la violence directe physique le cas échéant. Les seconds mettent en œuvre le dressage et l'encadrement, qui ne sont pas exempt de violence, d'une autre nature : « voilée » ou « symbolique ». Ils sont indissociables les uns des autres et sont la machine de guerre de l'État. Tous les appareils d'État ne peuvent avoir de prise pour se justifier sans l'édification de valeurs. C'est la fonction de l'idéologie qui se présente comme un rapport imaginaire subjectif et d'une pensée représentative, interprétative du monde (qui se matérialise par la pratique). Le but des appareils idéologiques d'État est l'incorporation dans la conscience individuelle et collective de l'épistémè du système.

Si toute société éduque, elle le fait dans son contenu d'après ses valeurs. L'État statue non pour la population, mais en fonction seulement des besoins sociaux-économiques du capitalisme.

Les fonctions de l'éducation nationale en France :

- appareil idéologique d'État qui propage l'imaginaire républicain-bourgeois : les Lumières, la modernité, la religion civile de l'étatisme, la nation, le citoyen, la démocratie représentative, la laïcité, l'économie capitaliste, l'industrialisme, la méritocratie, etc.

- socialisation de l'individu qui est pris en charge vers l'âge de deux ou trois ans pour l'élever (mot sans ambiguïté).

- biopolitique qui promeut une politique de santé publique : la vaccination, l'hygiène, l'alimentation, l'état physique et psychologique de l'élève, etc. La jeunesse n'est-elle pas l'avenir radieux de la nation ? Ce qui ne l'empêche pas de massacrer son avenir dans les guerres, c'est de cela qu'ils s'agit : des bras pour défendre la patrie. Tout ce qui débilite ou tue la population doit être combattu : drogues, épidémies, maladies... Il faut que celle-ci soit saine, vigoureuse et, notamment, à moindre frais. Les capitalistes raisonnent à l'identique. Une force de travail impeccable, c'est de la productivité assurée à bas coûts (l'arrêt de travail et les impôts de santé sont élevés). En la matière, la prophylaxie est plus efficace que la chirurgie et le corbillard, mais les capitalistes ne vont pas jusqu'à supprimer les productions morbifiques.

- massifier les savoirs de base : lire, écrire et compter. Parce qu'une société moderne ne peut fonctionner avec une population analphabète.

- formation des travailleurs manuels et de l'encadrement.

- accès aux disciplines classiques (les humanités).

- mise en place de parcours professionnels.

- enseignement.

- recherche appliquée et fondamentale.

Comme n'importe quel autre, ce processus génère des revers, des reculs et des contradictions ; mais, globalement de droite à gauche, il y a consensus, renforcé par l'application du pacte fordiste de 1945. Conséquent à celui-ci et avec les événements de « Mai 1968 », la classe moyenne s'accroît massivement. Une majorité du personnel de l'éducation nationale en est issue. Cette classe sociale se situe politiquement plutôt dans le girond de la social-démocratie. Une véritable collaboration de classe s'installe avec des aspects cogestionnaires. Dans l'éducation nationale, le corps enseignant s'octroie une place importante pour y véhiculer sa propre idéologie et fait figure de lobby.

Mais une nouvelle crise éclate à partir de 1974. La social-démocratie reste muette et finit même par se subsumer dans le libéralisme qui en profite pour sortir la tête de l'eau (Ronald Reagan et Margaret Thatcher, entre autres).

D'autant plus, que congénitalement, elle ne s'oppose qu'aux abus du capitalisme. N'étant pas encore affectés par la crise et par corporatisme, les salariés de l'État ne s'opposent pas, voire appliquent les directives attaquant ceux du privé et propulsant la mondialisation. Quant à la technostructure d'État, tant que ses privilèges perdurent, pourquoi contester ? Le corps enseignant, par cécité, ne constitue pas un bloc d'opposition.

Quelles est la visée du capitalisme libéral-mondialisé ?

A l'instar de son géniteur national, il considère la jeunesse (sauf bourgeoise) comme une force de travail en gestation. L'école doit parfaire à cette fonction sociale. Ce qui suppose de modifier une partie de l'ancien corpus pour promouvoir l'individu transnational ou nomade, complètement réduit à la bipolarité « producteur/consommateur » dans le village globale (le monde), de convaincre que l'idéologie bourgeoise (inégalités, classes sociales, structures sociales hiérarchisées) est naturelle et que son système (le capitalisme) est indépassable et exprime l'universalité de la modernité. Pour le reste, la scolarité n'est pas un service d'intérêt général mais un investissement à rentabiliser.

L'éducation nationale doit donc s'adapter à la mondialisation, à l'utilitarisme du capitalisme et à sa logique comptable. Ce qui revient à réduire l'investissement et le coût du capital organique. Cela induit de comprimer la masse salariale, le coût des équipements, d'augmenter la productivité salariale, d'écrémer ou de supprimer les disciplines non rentables, superflues ou estimées subversives (lettres, philosophie, histoire...), de développer les filières professionnelles, très spécialisées, et expurgées des contenus inutiles. Celles-ci vont être validées, suivant les besoins de main-d'œuvre du marché et de la division internationale du travail. C'est une mise en concurrence des établissements et une privatisation partielle ou totale qui scellent un démembrement de l'éducation nationale. Ses établissements vont être gérés comme n'importe quelle entreprise ; mais, c'est plus ou moins déjà le cas au regard du secteur privé scolaire et de formation professionnelle. Désormais, l'éducation est considérée comme une vulgaire marchandise dont les capitalistes tirent la Plus-value. Les étudiants, n'ayant pas les ressources suffisantes, sont contraints de vendre leur force de travail ou de recourir à l'emprunt.

Chaque réforme gouvernementale entame l'ancien dispositif de l'éducation nationale. La gauche n'est pas en reste : Jack Lang (accord sur l'école privée), Alain Savary/Charles Hernu (protocole armée-éducation), Jacques Attali (Plan U3M), Claude Allègre (dégraissage de l'éducation nationale et commanditaire du rapport Attali). Sur le plan européen, la droite et la gauche élaborent les accords de Maastricht, de Bologne, Lisbonne, etc. ; de même, ils sont en accords sur la loi LRU, découlant du rapport Attali.

Les oppositions sont timides, minoritaires et épidermiques. En effet, la grande majorité du personnel de l'éducation nationale soutient, accepte et subit cette logique libérale. Cela est renforcé par les étudiants et leurs parents qui entendent accéder à des postes salariés hiérarchiques, mieux rétribués. La revendication « des diplômes de qualité sur le marché du travail » fait florès et révèle l'acceptation de l'utilitarisme marchand. Simultanément, la peur du chômage massifie l'accès à l'université et, par contrecoup, les filières professionnelles (IUT). L'existence de ces dernières sont imposées par les besoins de la division internationale du travail et vont profondément modifier l'université française. Les disciplines classiques (« les Humanités ») sont marginalisées. L'université dans sa version académique est morte.

Depuis 2003, les réactions s'enchaînent. La force principale se constitue de lycéens et d'étudiants provenant des classes populaires et, également, d'une partie de la classe moyenne qui subit les méfaits du capitalisme. Ils constatent que l'avenir ne sera pas si radieux et que la précarité va être leur lot quotidien : adieu la « french way of life » ! Cela va se cristalliser et produire une lutte massive en 2006 contre le CPE/CNE, mais qui contraste avec l'aspect très résiduel de celles de 2007 et 2008/09.

## - II - A Caen... -

**Jeudi 16 octobre 2008** : c'est la première assemblée générale de rentrée, qui ressemble plus à une réunion syndicale pour faire de la carte. Dès lors, il faut attendre un bon mois pour que la prochaine assemblée générale se tienne.

**Jeudi 20 novembre 2008** : celle-ci ne va pas aller très loin en terme de débouché. Une très nette impression se dégage. On retrouve les mêmes intervenants qui se livrent aux énièmes rappels et constats, mais sans rentrer dans une critique de fond sur la fonction de l'école, comme appareil idéologique d'État. On tente de parler du non-aboutissement des derniers mouvements de lutte par leurs manquements et leurs insuffisances. Lors de cette assemblée générale, le contexte est relativement tabou. C'est un refus manifeste de se confronter à la vérité, surtout pour cette soi-disant communauté qui s'enferme dans sa vision de l'État thaumaturge, alors qu'il est depuis toujours le Léviathan. On ne sait pas si cette assemblée générale est indépendante ou le relais de l'intersyndicale qui avance un potentiel numérique faible et une capacité d'encadrement réduite. Le seul point positif, mais assez maigre vis-à-vis du reste, est que l'on commence à prendre conscience que le prochain mouvement doit s'inscrire dans une temporalité toute autre que celle imposée par le système.

**Jeudi 4 décembre 2008** : cette assemblée générale donne suite à la manifestation de l'éducation nationale du matin. On ne sait toujours pas si elle est à l'appel d'un

comité de lutte ou d'une intersyndicale, on est dans le flou le plus complet. Il n'y a guère qu'une centaine de personnes, principalement des syndicalistes et professeurs. C'est exactement le même leitmotiv que la précédente avec des prises de parole, ayant le don de dénoncer le corporatisme pour mieux défendre le sien. On se demande ce que les étudiants ont à gagner. Quel est leur intérêt au fond pour eux de défendre l'éducation nationale telle quelle ? Ils ne seront jamais dans leur grande majorité des fonctionnaires et enseignants, mais des prolétaires subissant la précarité. On sent le coup venir de cette rhétorique, qui assène que pour aller davantage en profondeur et en radicalité, il est, d'abord, impératif de passer par des aspects plus catégoriels et secondaires, afin de stimuler la lutte. C'est encore la vieille lune d'un faux pragmatisme, qui feint d'ignorer la nouvelle crise cyclique du capitalisme et, sous couvert, la prise sur la réalité veut que la lutte soit fragmentaire et parcellaire. Pourtant, ces professeurs se sentent bien à l'aise, lorsqu'il s'agit de disserter sur l'état du monde et d'analyser ses contradictions ou d'expliquer les grands enjeux. Comment ce fait-il alors que ces intellectuels si critiques ne s'interrogent pas sur des méthodes pour qu'un modèle plus juste advienne ? Ne voilà donc pas un grand malaise ? Ceux-ci ne se donnent même pas les moyens d'atteindre cette ambition. Il faut se rendre à l'évidence que le soulèvement des contradictions n'effectue en rien l'idée d'un dépassement possible. Car il y a tout simplement un décalage entre la théorie et la pratique. Sans se l'avouer, on ne souhaite que reproduire la sempiternelle lutte inféconde.

Un mouvement lycéen tente de se structurer en marge. Une tentative de créer une coordination lycéenne qui soit véritablement autonome ne s'avère pas vraiment concluante. On assiste à quelques manifestations spontanées dans la ville. L'UNL tente d'imposer sa direction.

**Judi 18 décembre 2008** : deux-mille lycéens descendent à nouveau dans la rue. Cela s'apparente plus à un défoulement à la veille des vacances de fin d'année.

**Mercredi 7 janvier 2009** : une réunion de la coordination lycéenne se passe à l'université mais demeure lettre morte. Le mouvement lycéen ne va pas repartir.

Deux autres assemblée générales sont programmées le mardi 13 et le mercredi 14 janvier 2009. Celles-ci ne sont pas un franc succès. Il y a peu de monde.

**Mercredi 28 janvier 2009** : c'est une assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale du personnel, de la FSE (Fédération syndicale étudiante) et du collectif Sauvons la Recherche. 300 à 400 personnes y assistent. Ça démarre avec le catalogue des réformes touchant l'université et, ensuite, c'est le mélodrame rébarbatif de l'inquiétude, bien ficelé, pour capter l'auditoire. Mais, quelques prises de micro rétorquent que la marchandisation de l'université et le clientélisme sont

déjà de mise et une réalité. Les CNTistes commencent à monter à la charge, en appuyant la nécessité de ne pas se limiter dans ce contexte de crise du capitalisme à des revendications catégorielles : « L'attaque étant globale, les réponses doivent l'être également, donc intercatégorielles, dans le sens d'un cadre revendicatif unifiant, par exemple : garantir à tous l'accès aux besoins fondamentaux (logement, santé, éducation...). D'autre part, le capitalisme fait subir une situation de plus en plus catastrophique à des pans entiers de la population. On ne peut se passer d'une riposte massive ». Ce qui implique, pour la CNT-AIT, que l'assemblée générale soit décisionnelle et ouverte à tous. Ce principe fait tâche d'huile, car l'assemblée générale l'adopte largement. Dans la continuité du mouvement anti-CPE/CNE, une proposition est faite d'opérer des jonctions avec les salariés de l'agglomération. Les discussions sur le plan tactico-stratégique et ses modes d'action à envisager doivent se poursuivre.

**Jeudi 29 janvier 2009** : c'est la fameuse journée de mobilisation décrétée par les syndicats-réformistes qui entendent réaliser une démonstration de force. Plusieurs dizaines de milliers (peut-être 40 000 ?) de personnes défilent le matin dans les rues de Caen, ça rappelle l'époque de la lutte contre le CPE/CNE. Elle exprime un vrai mécontentement, voire une colère contenue, mais qui prend de l'ampleur.

L'après midi : 500 à 700 personnes participent à l'assemblée générale inter-éducation à l'université. On a le droit à un interminable exposé des problèmes, dans lequel chaque catégorie et sous-catégorie demande la prise en compte de son problème particulier au nom de la solidarité. On demeure prisonnier du corporatisme. Mais la bienséance veut qu'on se congratule sur un ton monocorde et hypocrite. La tribune composée de petits chefs syndicaux de l'éducation nationale laisse faire : il vaut mieux distraire l'assistance et faire dans l'exhibitionnisme du dolorisme. Cela arrange et évite de poser les vraies questions. Tout cette litanie ennuie et irrite au plus haut point. La lassitude finit par gagner une bonne partie des gradins. On commence à s'énerver. Quelques critiques et quolibets fusent, surtout quand l'un de ces petits chefs syndicaux refuse que l'assemblée générale se prononce sur les revendications, et qu'il annonce la prochaine journée de mobilisation vers la mi-mars. Le ton monte. L'assemblée générale tourne à la catastrophe et au psychodrame. Est-ce le but poursuivi ? Un appelle à changer de gouvernement, un autre veut une mobilisation forte pour une alternative électorale de gauche, untel fait de la publicité pour son organisation ; celui-ci joue au sérieux, mais propose n'importe quoi, celui-là pique une crise de nerf en hurlant à la grève et demande à ce qu'il y ait un préavis déposé par les syndicats-réformistes. Ça tourne à l'égotisme et au soliloque. Cependant, un anarchosindicaliste réussit à obtenir la parole et déclare :

- que les syndicats-réformistes n'ont pas vocation à encadrer, diriger et représenter la lutte. Cette dernière se détermine dans tous les aspects selon la volonté de l'assemblée générale ;

- que l'unité de la lutte n'est pas dans les options politiciennes d'un changement de gouvernement ou de députation : il suffit de constater que les alternances droite-gauche produise la même logique sur le plan politique. A défaut de changer le système, cela va continuer de la sorte. De plus, les fractions de gauche sont divisées et cette problématique va semer la division et affaiblir la mobilisation. L'unité de la lutte n'est donc pas dans tout ce jeu politicien, mais dans l'élaboration d'un cadre revendicatif unifiant qui concerne la population ;

- que la mobilisation doit généraliser des comités de lutte, fonctionnant sur le principe de la souveraineté de l'assemblée générale des personnes en lutte, ceux-ci rassemblant les syndiqués et les non-syndiqués, ainsi que ceux croyant ou pas aux élections ;

- que les choix et les tactiques de lutte sont vastes. Le problème n'est pas "grève ou pas", car celle-ci doit constituer le point culminant de la lutte. Beaucoup de salariés ne peuvent actuellement déclencher la grève pour une raison financière. L'État et le patronat le savent d'emblée. Avant de porter le coup déterminant par le recours à la grève, il faut les affaiblir par des techniques diverses : la grève qu'elle soit administrative ou du zèle et perlée, le débrayage spontané, la manifestation, l'occupation, la désobéissance civile... qui préparent la grève totale et générale ;

- que sous le prétexte d'urgence, il ne faut pas brûler les étapes. Nous devons prendre le temps de la réflexion pour une lutte efficace et d'ampleur qui sera longue.

Cette intervention provoque une salve d'applaudissements qui marquent et expriment un sentiment partagé par beaucoup de personnes. Mais, les diverses obédiences, tout en prétextant l'unité, vont-elles faire fi de l'intérêt boutiquier ? Les vieilles méthodes de la magouille et des tentatives de contrôle vont-elles être dominées par la volonté de l'assemblée générale ? Nous n'allons pas être déçu. Notre sentiment est que ça patine et qu'il y a un manque de volonté d'en découdre avec le gouvernement, tandis que le désappointement semble prendre le pas. En tous cas, cette journée clôt cette première phase d'ébauche du mouvement qui s'étale sur un bon trimestre. L'UFR de géographie décide de voter la grève, le même jour, pour le 2 février. Celui-ci est bientôt rejoint par ceux de droit et de sciences de l'homme.

La mise en place de la forme d'organisation diffère complètement vis-à-vis des mouvements antérieurs. Celle-ci apparaît au premier coup d'œil très décentralisée. En effet, chaque UFR (Unité de formation et de recherche) se prend en charge, elle-même, par sa propre assemblée. Chacun de son côté organise des initiatives diverses : des étudiants du département arts du spectacle amorcent un collectif, par exemple. Mais l'assemblée générale n'imprime plus le rythme et n'est plus l'épine dorsale. Sa fonction se cantonne à être tout juste un lieu de coordination, tant sur le plan local que national, dans le cadre des journées de mobilisation dont le pic atteint 2 700 personnes. Pourquoi ? Cela se mo-

tive par la défense des intérêts corporatistes de chaque UFR. En fin de compte, les professeurs veulent négocier au mieux pour sauver leur place, mais ce qui leur permet également de maintenir une autorité réelle et symbolique sur les étudiants.

L'échec du mouvement anti-LRU de 2007 est aussi à prendre en compte. Celui-ci se doit à l'application d'un plan tactico-stratégique qui a abouti à reproduire mécaniquement celui du mouvement contre le CPE/CNE. Or, il ne faut jamais négliger ce principe élémentaire : une situation ne peut se répéter à l'identique, puisqu'elle est singulière et tributaire d'un contexte qui fluctue en permanence selon les circonstances et les contingences. « Car on ne peut entrer deux fois dans le même fleuve » (Héraclite).

La CNT-AIT est réticente à l'évolution du mouvement et préfère se mettre à distance pour tenter de rebondir. Elle ne veut pas prendre fait et cause pour un corporatisme le plus plat. Partageant le même constat, une frange d'étudiants choisit de se retirer, hélas sans essayer de se donner la peine de tenter d'inverser le rapport de force. Ce choix affecte la mobilisation qui est au point mort. Cependant, la partie n'est pas pour autant jouée. Deux tendances vont se faire face : la première veut continuer la mobilisation telle quelle, en évitant de recourir à l'occupation et appelle à l'unité ; la deuxième défend l'idée de l'occupation : cette dernière va provoquer un sursaut salvateur et jouer sur la mobilisation en terme de massification amenant ainsi le gouvernement à plier.

Si l'occupation procure deux bons avantages (la mise à disposition d'une logistique et la suspension de tous les cours), elle introduit des contre-coups et non des moindres, comme la capacité d'un pouvoir vivre ensemble dans une certaine convivialité et la mise sur pied d'une logistique adéquate pour tenir. Mais, par dessus tout, cette focalisation fatigante entre bloqueurs et antibloqueurs, qui du coup stérilise et paralyse l'assemblée générale. La CNT-AIT n'a pas vraiment de position tranchée. Comme lors du mouvement contre le CPE/CNE, elle pense que l'occupation peut aboutir (avec un succès mitigé) ; mais qu'il peut en être le contraire, le mouvement anti-LRU de 2007 en apporte la preuve.

**Mardi 17 mars 2009** : l'assemblée générale se prononce finalement pour l'occupation sans le blocage. C'est un curieux paradoxe. La CNT-AIT, quant à elle, préfère proposer un point sur l'élargissement, retenu par l'assemblée générale.

Un CNTiste affirme :

- que l'on observe qu'un désir se manifeste pour aller au-delà du cadre revendicatif se bornant à l'éducation. Car beaucoup d'étudiants sont conscients que leurs problèmes sont les mêmes que la population : le logement, la santé et le transport ;

- que la crise économique va se poursuivre et s'accélérer. C'est une illusion de croire que nous allons résister avec une logique corporatiste qui nous divise et rend moins favorable le rapport de force. Comme en 2006 et 2007, il importe de poser un cadre revendicatif unifiant dans lequel la population puisse se retrouver.



Pour terminer, cet anarchosyndicaliste précise que l'intercatégoriel ne s'oppose pas au catégoriel, et qu'il s'agit également d'inscrire le cadre revendicatif unifiant en cohérence avec les sites visés par les décisions de l'assemblée générale.

En appui, un autre CNTiste explique :

- que le gouvernement attaque successivement différentes catégories de la population ;

- que le choix effectué de riposter secteur par secteur, c'est tomber dans le piège tendu par l'adversaire. Puisque cela lui laisse le soin de « structurer » seul le terrain sur lequel la lutte est menée ; de plus, c'est s'illusionner sur une éventuelle victoire. Car ce que le gouvernement peut lâcher à l'université, il compte le reprendre ailleurs : l'hôpital, par exemple (et vice-versa) ;

- que le mouvement sur l'université doit nécessairement faire corps avec la population, s'il veut apparaître comme légitime aux yeux de celle-ci. Ceci implique de renouer avec un certain imaginaire social qui est inséparable de cette lutte universelle pour la justice, le progrès et l'humanisme. En effet, l'ampleur du désastre ne doit pas être minimisée. Ce qui se joue, aujourd'hui, c'est le délitement, voire la dislocation du lien social. Ce qui est lourd de conséquences pour l'avenir, tant on sait historiquement qu'une telle situation représente le prélude à la barbarie. Il importe, pour l'éviter, de créer plus que jamais du lien en solidarisant les catégories opprimées de la population. C'est-à-dire qu'elles se fédèrent et cela ne peut s'effectuer pratiquement qu'en posant dès maintenant un cadre revendicatif unifiant : l'accès aux besoins fondamentaux (l'éducation, la santé, le transport, le logement...). Soyons à la hauteur des enjeux de la situation en revendiquant le droit à vivre dignement et nous pourrions alors être beaucoup plus nombreux à pouvoir nous reconnaître dans ce mouvement.

L'assemblée générale se questionne et s'ensuit un débat entrecoupé sur les modalités d'action. L'élargissement est décidé.

L'après-midi : 400 personnes vont sans aucun problème envahir la DDTTE.

**Jeudi 19 mars 2009** : une nouvelle journée de mobilisation à l'appel des syndicats-réformistes. Il n'y a pas grand chose à raconter.

**Mardi 24 mars 2009** : l'assemblée générale revient sans surprise sur l'occupation, tandis que la mobilisation est toujours au point mort. L'occupation en cours n'implique que très peu de personnes. Cela apparaît, pour certains, contre-productif (trop minoritaire et nuisant à la majorité des étudiants - incluant ceux qui sont favorables à la lutte). Il faut, d'abord, selon eux, continuer à populariser pour massifier. A l'inverse, d'autres plaident pour l'occupation avec blocage. 300 personnes votent le blocage.

Le point sur la « commission action » provoque des échanges vifs. Les mots tels que « sécurité » et « discrétion » resurgissent continuellement, ainsi

que ce principe délirant de retirer la puce du portable, lors des réunions de la commission action. Certes, la nécessité de la discrétion et sécurité ne se conteste pas. Mais l'usage excessif de cette dernière peut conduire à des dérives en tout genre : on ne peut fouiller à corps les personnes. C'est oublier que la police possède des moyens beaucoup plus efficaces comme le renseignement direct à la source. D'autre part, en quoi les zélotes de la sécurité seraient-ils, ni plus, ni moins soupçonnables que le reste des autres ? Le problème est qu'un prisme paranoïaque finit par s'installer, à l'instar des précédents mouvements. On justifie et érige le secret, en tant que règle de conduite d'une société secrète ou d'un parti invisible. Ce qui aboutit à une totale ignorance de la composition de la commission action et du but recherché. Le « tout sécurité » n'est donc qu'un argument versatile pour avoir la main-mise sur la « commission action » en la verrouillant. Pour la CNT-AIT, ce n'est à aucun groupe politique de décider et d'imposer son orientation de la lutte à la place de l'assemblée générale. A défaut, on retombe dans le substitutisme.

L'assemblée générale rappelle :

- la nécessité de la discrétion et de la sécurité, sauf l'usage excessif de cette dernière.

- les réunions de la commission action sont ouvertes à tous.

L'après-midi : 250 à 300 personnes bloquent les entrées d'un supermarché, pendant une heure ; puis, elles bifurquent vers l'IUT, situé juste à côté, pour ensuite redescendre dans le centre-ville et regagner l'université. Le cortège s'est fortement délité et le reste s'emploie à investir les bâtiments Lettres et Science.

**Jeudi 26 mars 2009** : 600 personnes, en grande partie du personnel de l'université, descendent à la gare pour appeler les salariés à la convergence de la lutte et à la grève générale. Un petit groupe réussit même à pénétrer dans les ateliers. L'accueil est plutôt bon. Le cortège reprend sa route, en faisant une halte au planning familial. Il se disloque à l'université.

**Mardi 31 mars 2009** : 1 500 personnes se déplacent pour assister à cette assemblée générale. La majorité s'inscrit en désaveu du blocage. Une fois la procédure terminée, elle rentre tranquillement chez soi. Le blocage ne produit pas l'effet escompté. Pourtant, il demeure plusieurs centaines de personnes qui sont désireuses de maintenir la pression. Celle-ci va monter d'un cran.

L'après-midi : 500 à 600 personnes se regroupent sur le campus 1 pour partir en cortège. La cible est visiblement le rectorat. Sur place, la porte d'entrée se voit ardemment secouée. Les CRS répliquent en utilisant le gaz lacrymogène pour la dégager. Ils profitent de l'occasion pour scinder la manifestation en deux. Celle-ci se reforme dans un laps de temps assez court. La manifestation repart de plus belle. Elle descend le boulevard Detolle. Le supermarché Leclerc apparaît à la vue de tous. La manifestation se rend sur le lieu. Elle s'éparpille vers la grande allée à l'intérieur du magasin et le garage souterrain pour perturber la cir-

culation. Après quelques tergiversations, tout le monde se regroupe pour faire bloc. Dans la grande allée, la réaction des vigiles électrise les manifestants vociférant contre la vie chère. Une bonne centaine d'entre eux la quitte, en se ruant sur les rayons. A la fin de l'action, on prend la direction d'un quartier populaire où s'improvise une distribution alimentaire.

Cette action est un cri de rage et du cœur contre cette société sclérosante n'engendrant que misère et indigence. Nous la considérons comme légitime. D'une part, un acte de solidarité s'exprime envers ceux qui sont éprouvés par le capitalisme et sa crise. Il s'agit de reprendre un bien fondamental que patrons et spéculateurs réduisent à l'état de marchandise pour s'enrichir et compter leurs profits. C'est beaucoup plus redoutable pour eux qu'une manifestation traîne-savates. Car les poches de ces messieurs sont attaquées directement. D'autre part, la propriété capitaliste est remise en cause.

**Judi 9 avril 2009** : des personnes se retrouvent vers 6 h 30 à l'université pour aller diffuser le tract « Une journée de grève et après ? », en direction des salariés du CHU. Elles sont rejointes par d'autres sur place. Plusieurs petits groupes vont alors agir devant les entrées de l'établissement. Le tract ne semble recevoir qu'un accueil poli. Dans la foulée, on en profite pour s'inviter au local syndical. Une conversation s'improvise pour présenter la démarche aux délégués présents des organisations syndicales. Eux aussi soutiennent que l'on ne peut attendre le 1er mai pour agir et qu'il est impérieux de dessiner une autre perspective que celle des manifestations traîne-savates. Le constat est que la dégradation de la condition salariale hospitalière et des soins s'accélèrent par l'application du taylorisme. Dans l'optique de mettre sur pied une convergence intercatégorielle, des numéros de téléphone s'échangent.

On redescend à l'université pour chercher d'autres personnes. Un covotage s'improvise en direction de l'équipementier automobile Valéo, touché par un plan de 116 licenciements. Sur le piquet de grève, c'est le sentiment de s'être fait bien berner par la direction. Les mines sont tirées et fatiguées. On s'accroche à vouloir défendre son emploi. Une prise de contact s'établit avec un responsable de la CGT Valéo qui propose que l'on puisse s'exprimer en utilisant la sono. Ça discute. Des électriciens en grève se pointent, ainsi que des délégués syndicaux CGT des usines Bosch, Rencast et RVI. On apprend que des coupures d'électricité perturbent la production chez Bosch et Valéo.

Une réunion pour une convergence intercatégorielle s'annonce pour le matin du 17 avril 2009 à l'université.

Les clivages entre organisations syndicales sont très vivaces. Cela conforte la CNT-AIT dans son choix de l'auto-organisation pour rassembler les salariés, afin qu'ils défendent leurs intérêts matériels et moraux (dans un premier temps). C'est bien la difficulté de cette période où disparaît cette culture de lutte, liée à l'intégration du mouvement ouvrier et à la défaite de sa frange radicale. Les salariés se confinent dans l'attentisme et le suivisme, quand ce n'est pas la résignation, voire la collaboration - qui l'emportent.

**Jeudi 16 avril 2009** : le piquet de grève de Valéo se tient chaque jeudi. La CGT Valéo est seule à tenter de mobiliser les salariés par le biais de sa section syndicale et l'envoi de ses délégations.

Suite à la proposition de la CNT-AIT, acceptée par l'assemblée générale (œuvrer à la convergence des luttes sectorielles pour échafauder une lutte beaucoup plus large), et, en conformité, un anarchosyndicaliste se rend au piquet de grève de Valéo où quelques dizaines de personnes sont là. Il a l'occasion de s'entretenir avec quelques-unes d'entre elles. Quatre éléments d'analyse ressortent :

- impact des délocalisations dans la perte de l'emploi hexagonal.
- réaction trop tardive face aux attaques patronales.
- éclatement du paysage syndical par ses divisions.
- difficulté de mobiliser.

**Vendredi 17 avril 2009** : la réunion pour une convergence intercatégorielle a bien lieu. Des étudiants et des chômeurs sont présents, on compte également des délégations syndicales CGT Valéo, FO CHU et Sud éducation avec un membre du SNES SUP (Syndicat des enseignants du supérieur). On procède à un tour de table. Après celui-ci, un CNTiste rappelle :

- que le mouvement de lutte à l'université n'est pas conduit par une intersyndicale, mais par l'assemblée générale qui est l'unique instance décisionnelle et ouverte à tous (étudiants, enseignants, précaires, chômeurs...) et qu'elle est dotée d'un comité de lutte dont le rôle est circonscrit à un aspect technique ;

- qu'au cadre revendicatif sectoriel s'adjoint un autre beaucoup plus général ou unifiant.

Il pose ensuite la question à la délégation syndicale du CHU de savoir si elle peut intégrer dans la logique de l'accès aux besoins fondamentaux le principe de la gratuité de la santé. De même pour la délégation syndicale de Valéo, mais cette fois-ci sur le transport en commun. Cette approche revendicative permet la défense tant sur le catégoriel (secteur par secteur) que sur l'intercatégoriel (les mêmes droits pour tous). Cela évite le piège du corporatisme qui divise et entretient l'illusion du chacun pour soi.

Cet anarchosyndicaliste évoque la tactique du pouvoir par le jeu du financement : augmenter les salaires du secteur de la santé en faisant trinquer les usagers sous prétexte du déficit, par exemple. Relevant le propos de la délégation syndicale du CHU, il constate que le problème n'est pas le statut juridique, qu'il soit public ou privé, car la même logique et finalité sont à l'œuvre. Tout le monde semble s'accorder, là-dessus ; et, aussi sur l'idée qu'il faut une lutte massive qui dépasse le corporatisme par la mise en avant d'un cadre revendicatif unifiant (plus général).

Notre anarchosyndicaliste pose une deuxième question, portant sur la forme que doit revêtir cette convergence. Mais les avis sont multiples : intersyndicale, voire sélective en rejetant certains syndicats jugés trop à droite, comité de lutte ou une structure complètement déconnectée de l'assemblée générale de

l'université. Ce CNTiste revient sur la forme d'organisation de la lutte à l'université et défend l'auto-organisation : « Nous devons éviter également d'être pris dans les querelles des organisations. Ces dernières ont libre droit de s'exprimer. Cependant, elles n'ont pas à s'approprier la lutte, surtout que l'immense majorité des personnes concernées sont en dehors de celles-ci. Le gage d'efficacité, d'unité, de démocratie directe et de massification passe par la mise en place de comités ouverts à toutes celles et ceux qui souhaitent lutter (lycéens, étudiants, travailleurs, intérimaires, chômeurs ...), comme ce fut le cas et avec succès lors du mouvement contre le CPE/CNE ; de plus, il importe que ces comités se fédèrent horizontalement en évitant toute forme de centralisme bureaucratique. »

Au demeurant, l'idée d'un comité de lutte semble convenir. L'avenir va se charger de nous le dire. En attendant, une nouvelle réunion s'entrevoit pour le mercredi 29 avril à 17 heures à l'université. D'autres lieux de travail vont être informés de cette tentative.

**Mardi 21 avril 2009** : 1 300 personnes se rendent à cette assemblée générale qui décide à nouveau le blocage. C'est toujours les mêmes qui interviennent. Ceux-ci deviennent laudateurs. En ne reprenant que des lieux communs, leur monologue vise l'applaudimètre. Au contraire, d'autres tentent de soulever les contradictions et d'apporter des éléments de réponse sur l'état de la mobilisation.

En effet, si plusieurs centaines de personnes prennent part régulièrement aux journées de manifestation et d'action, comment se fait-il alors que tous ceux plébiscitant le blocage ne s'y investissent absolument pas ? Celui-ci, tout comme les différentes commissions et le comité de lutte, est déserté. Il n'y a guère que quelques dizaines de personnes, issues du milieu militant qui s'investissent. Pourquoi et comment l'expliquer ? Est-ce une sévère désaffection du milieu militant ? La question du blocage ne présente plus aucun intérêt dès lors en terme de massification ? Certes, l'inverse aurait pu être le cas.

Une autre question se pose : pourquoi le milieu militant et les professeurs convaincus que le blocage introduit plus de problèmes qu'il n'en résout laissent-ils faire ? L'impression ou du moins l'hypothèse de la CNT-AIT est qu'on ne peut ignorer cette faiblesse persistante de la mobilisation. Cela implique pour eux, tactiquement, d'élever l'illusion en art absolu. Ce qui est justement le propre du spectacle. Ça n'est que l'artefact de l'image (médiatisée), tel le mirage dans le désert. Mais on finit par confondre le spectacle et la réalité. La CNT-AIT, quant à elle, rétorque avec son style incisif : « illusion de l'illusion ». Ce n'est ni une contorsion, ni une ruse dialectique. Car il ne faut jamais, en la matière, sous-estimer l'intelligence de l'adversaire qui connaît tout autant la réalité et la tactique de l'illusion. Mieux encore, il va anticiper en cherchant à dresser les étudiants qui veulent entériner leur année contre le blocage de l'université. La CNT-AIT se joint à ceux qui demandent la validation automatique des examens. L'assemblée générale ne peut qu'emboîter le pas. Cependant, il reste à savoir le poids effectif d'une telle décision. La CNT-AIT est dubitative.

**Jeudi 23 avril 2009** : sur le coup de 10 h 30, des CNTistes avec d'autres sont avec ceux de Valéo pour les soutenir sur leur barrage filtrant. Valéo devient « tendance ». Tout le gratin du milieu militant s'y presse vers midi pour taper le sandwich merguez. C'est vraiment curieux. Il y a même aussi ce quidam de la CGT spécialiste du service d'ordre, venant nous chercher noise lors de certaines manifestations anti-CPE/CNE. Il nous regarde avec cet air en coin de l'œil « qui ne comprend pas ».

L'après-midi : 200 à 300 personnes vont en direction du siège de la chaîne de télévision France 3 pour demander un direct ; puis, c'est autour du journal Ouest-France pour un encart. Que les temps changent, ce n'est désormais plus radical de critiquer et virer la presse. Opérant un barrage filtrant dans le coin, des salariés d'EDF se joignent à l'attroupement et réclament également leur direct. Ceux-ci sont interpellés et conviés à la prochaine réunion intercatégorielle du mercredi 29 avril. Le slogan « grève générale » est repris par tous.

**Mardi 28 avril 2009** : c'est une assemblée générale du personnel qui se déroule, à laquelle des CNTistes s'invitent à l'impromptu. Elle rassemble aux alentours de 150 personnes. L'assemblée générale hebdomadaire ouverte à tous est reportée pour cause de contre-sommet (on ne sait qui s'est prononcé) à ce jeudi. Le constat est que rien n'évolue et que le gouvernement n'a cure de la mobilisation. On retrouve les mêmes débats sur la question des examens. L'option de la validation automatique, votée par l'assemblée générale de la semaine dernière, n'est même pas rappelée. Certes, la tendance de cette assemblée générale du personnel est de discuter la modalité des examens, mais de conserver leur existence comme valeur du diplôme. Une idée fait son chemin qui est d'empêcher les examens tant que l'adversaire ne cède pas. Certains soulignent le piège du blocage des examens qui déclencherait une hostilité massive des étudiants. Cette assemblée générale du personnel n'ose pas se positionner là-dessus.

Cette question des examens est révélateur des contradictions de la situation. D'un côté, on dénonce la sélection et la logique des mieux lotis, l'idéologie de la réussite... le capitalisme. De l'autre, on veut conserver une valeur marchande ou sociale aux diplômes. On feint d'ignorer que l'université n'est plus le lieu de la reproduction de l'élite, mais des couches en voie de paupérisation et prolétarianisation. A quel salaire « un master » est-il embauché ? En dessous, n'en parlons même pas. Ceci dit, l'obtention du diplôme est vitale pour ceux n'ayant pas la possibilité de différer, pour des raisons économiques, leur entrée dans le salariat, sans oublier ceux déjà astreints à la précarité et aux jobs d'été, ne pouvant réviser dans des conditions appropriées. Pourquoi leur infliger une double peine par le report des examens ?

Cette assemblée générale du personnel décide la mise en place d'un comité de lutte et d'une commission action. C'est plutôt une bonne chose. Mais comment cela va-t-il s'articuler avec l'assemblée générale hebdomadaire ouverte à tous ?

On propose de faire des cours sur la voie du tramway. Un CNTiste ne se gêne pas pour rétorquer que cette proposition est inadéquate. S'agit-il d'une incohérence, voire d'une lâcheté ? En effet, il s'agit de nuire avant tout au gouvernement et de faire cesser ce faux clivage qu'il alimente entre usagers et grévistes. Par exemple : laisser circuler les usagers des transports, tout en s'arrangeant pour que la billetterie ne marche plus. Cette assemblée générale va aller dans le sens de cette intervention, mais sans prendre l'initiative de choisir des cibles potentielles.

L'après-midi : 200 personnes occupent la voie de circulation devant l'université. Sur le coup de 17 h, quelques palettes et pneus sont enflammés. Les gardes mobiles interviennent et gazent à plusieurs reprises. La pluie s'annonce, tout le monde se disperse.

**Mercredi 29 avril 2009** : la réunion intercatégorielle se tient bien. C'est plutôt dans les entrefaites une assemblée générale, comptant entre 150 à 200 personnes. Mais son déroulement s'avère chaotique. On se perd dans des débats stériles alimentés par des déclarations emphatiques qui en refroidissent plus d'un. On arrive, tout de même, à élaborer un cadre revendicatif unifiant qui semble aller dans le sens des interventions des CNTistes.

**Jedi 30 avril 2009** : ce n'est que trop prévisible, le blocage absorbe totalement le déroulement de cette assemblée générale. La présidente et le vice-président de l'université montent au créneau pour dissuader de le poursuivre. Ils annoncent que deux-tiers des épreuves sont effectuées. Le reste est le plus affecté par le blocage. Ils signalent aussi que la validation automatique des examens n'est pas de leur ressort. D'après eux, celle-ci serait un désastre sur la qualité des diplômes et le label universitaire. Quant à la droite, elle critique le blocage en faisant l'apologie des réformes, tout en prétendant défendre les plus fragiles. Pure démagogie. Malgré le courage de quelques personnes qui vont le défendre jusqu'au bout, le blocage ne l'emporte pas (900 pour - 1400 contre). C'est la fin de l'illusion de l'illusion.

Pendant cette assemblée générale, un intervenant se montre critique sur le comité de lutte qui possède la fâcheuse manie de se subroger à l'assemblée générale.

**Vendredi 1er Mai 2009** : 100 personnes partent de l'université pour rejoindre la manifestation du centre ville. La CNT-AIT défile et ne tarde pas à se retirer. La CGT organise une fête à 14 h pour son centenaire, qui n'est pas un franc succès. Une assemblée générale intercatégorielle se tient en même temps. Le constat est là aussi identique : 80 personnes seulement.

La CNT-AIT n'est pas favorable à ce mélange des genres et signale que le 1er Mai est peu propice pour débattre.

**Mardi 5 mai 2009** : c'est encore le même scénario, mais il est très tendu cette fois-ci. Les anti-bloqueurs : « Vous prenez en otage les examens. Ce sont les boursiers qui sont pénalisés ». L' UNEF : « Le blocage est négatif. Il ne produit pas la massification escomptée. Il vide l'université. Les étudiants ne participent pas au blocage qui n'implique que quelques dizaines de personnes. De plus, l'occupation est critiquable (alcool, dégradation, casse, etc.). Elle risque de pousser une majorité d'étudiants pénalisés qui sont pourtant contre la LRU à se retourner contre le mouvement de lutte si les examens ne peuvent avoir lieu. Le blocage fait le jeu du gouvernement. » Au contraire, certains bloqueurs affirment que la non-tenue des examens fragilise le pouvoir. On procède à plusieurs votes contradictoires : le blocage l'emporte 1 000 pour - 750 contre - 450 pour l'arrêt du blocage et faire du mardi et du jeudi des journées banalisées, afin de maintenir la mobilisation. On provoque un débat sur le sens de ses votes. L'université est quand même réoccupée.

L'impression de la CNT-AIT est qu'il y a un défaut d'analyse. Plus personne ne sait qui fait réellement quoi et la confusion règne. Toujours est-il que plusieurs centaines de personnes veulent continuer à lutter.

L'après-midi : deux barrages sont construits devant l'université. Ils entravent la chaussée et la voie du tramway. La flicaille se pointe, gaze très rapidement, charge, puis détruit lesdits barrages. Les manifestants se replient sur la pelouse de l'université. Mais une jeune fille est violemment heurtée par la rousse. Très secouée, celle-ci tombe à terre et reste inerte. Pressentant un mauvais quart d'heure pour elle, un CNTiste hèle des manifestants. Il réussit à constituer une chaîne qui s'avance pour s'interposer. Ce qui lui permet de revenir, tout en boitant. Après, une pluie d'œufs s'abat sur la police. Des manifestants regagnent la position initiale. On assiste à une nouvelle charge, couverte par une rafale de grenades lacrymogènes et détonantes. Hélas, une autre jeune-fille a beaucoup moins de chance. Elle est interpellée. Les manifestants s'énervent et ripostent par un jet massif de canettes. La force publique n'en démord pas. Des pierres commencent alors à être utilisées. C'est ainsi que 200 à 300 manifestants, avec ou sans cagoule, vont s'opposer aux forces de l'ordre, pendant près de deux heures. On voit même quelques donneurs de leçons de radicalité bien planqués. Tandis que des curieux ébahis observent un peu plus haut sur les marches menant à la galerie vitrée. Sont-ils du côté des manifestants ? Plus ou moins. Cette baston rassemble toutes les diverses sensibilités idéologiques. Car il est hors de question que la sanctuarisation de l'université soit violée. La poulaille finit par se replier et partir. Ensuite, une manifestation part vers le commissariat pour demander la libération de la jeune-fille (relâchée assez vite) qui se voit inculper d'outrage et rébellion. Son procès est prévu au mois de juillet 2009.

**Mercredi 6 mai 2009** : le CLIC (Collectif de lutte intercatégorielle du Calvados) est officiellement créé. Ses réunions sont fixées chaque mardi à 18 heures à l'uni-



versité. Il décide d'émettre un tract pour se faire connaître. Cette assemblée générale intercatégorielle est plus positive que la précédente, mais le CLIC est fragile. Peu de secteurs représentés, ce sont essentiellement des individualités.

**Jeudi 7 mai 2009 :** 300 à 400 personnes quittent l'université. Il y a pas mal d'engagés pour protester contre le décret du ministre de l'Intérieur. Mais la cagoule devient un effet de mode. La manifestation se rend au siège du PS (la deuxième fois ?), où quelques-uns décrivent ce parti. La manifestation fond de moitié et ce qui en subsiste rentre à l'université. Une boum est prévue le soir même.

Beaucoup de personnes dans la mobilisation ne comprennent pas cette fixation sur le PS. Car, parallèlement, le patronat et l'UMP ne sont aucunement visés. Au-delà d'une critique fondée et réelle de la social-démocratie, faut-il déceler un jeu politicien ? On tape habilement sur le PS, en cette veille d'élections européennes, afin qu'une partie de l'électorat désabusé de gauche se reporte sur « la néo-gauche ». Les CNTistes ne marchent pas là-dedans ; ils ne se sont jamais gênés pour désigner publiquement à la vindicte le patronat et l'UMP, tout comme l'ensemble de la machinerie institutionnelle.

**Vendredi 8 mai 2009 :** la vingtaine de personnes occupant l'université est expulsée de l'université et est emmenée au poste de police. Cela fait l'objet d'une médiatisation à l'échelle nationale : le commissaire de la République jubile et la présidente de l'université montre les murs couverts de graffitis, un caddie rempli de bouteilles vides et le matériel endommagé. Celle-ci annonce qu'une plainte est déposée.

La CNT-AIT rappelle chacun à ses silences lourds de conséquences et à cette vérité : « Dans le monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux » (Guy Debord). Les abus de quelques-uns, habilement et excessivement médiatisés par l'adversaire, ne peuvent occulter les centaines de personnes se battant courageusement avec générosité et abnégation pour le bien-être de la population. Il n'y a plus rien d'autre à ajouter.

**Lundi 11 mai 2009 :** le tract du CLIC est distribué aux entrées de Bosch, Valéo et sur d'autres sites de l'immense zone industrielle de la ville de Mondeville, qui se juxtapose à celle de Caen. Deux mille tracts sont fournis par la CNT-AIT, la FSE et ceux de Valéo. L'accueil est plutôt bon. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire pour consolider le CLIC et par là même une structuration horizontale pour la convergence. La CNT-AIT est prudente : « Rien n'est encore très significatif, mais la persévérance est la nécessité du moment. »

**Mardi 12 mai 2009 :** on s'échauffe à cette assemblée générale. Les divergences d'organisations commencent à apparaître, surtout que le sous-jacent de jeudi soir suscite un malaise. Cette assemblée générale dure six heures. On débat pour

voter si on vote. Le blocage est reconduit mais non acté. En effet, l'université est fermée administrativement (en prime, plus d'endroit pour se réunir). Vers 17 h, une manifestation de plusieurs centaines de personnes s'improvise et va sur le périphérique. Prévus pour 18 h, la réunion du CLIC est annulée à cause de la durée de l'assemblée générale. Quelques personnes demandent des explications et sont surprises de l'unilatéralité de cette annulation. La décision est prise de discuter de cela et des dates de réunion à la prochaine assemblée générale du CLIC. A 20 h, une quarantaine de personnes tentent de pénétrer dans les locaux de l'université pour tenir un comité de lutte ; elles sont contrôlées et interpellées par les forces de l'ordre.

**Jeudi 14 mai 2009** : 400 à 500 personnes se rassemblent à l'université pour aller au CHU. Elles dénoncent la loi Bachelot et réclament l'accès gratuit à la santé pour tous.

**Mardi 19 mai 2009** : le bilan négatif de la dernière assemblée générale produit peut-être son effet. Cette assemblée générale est bien cadrée et les recherches de théâtralité sont pratiquement absentes. Il ne reste plus qu'une quinzaine d'universités en mouvement. Un CNTiste fait une intervention sur la nécessité de renforcer la démarche du CLIC. Puis, le blocage revient encore sur le tapis. On passe au vote (approximativement : 800 pour – 500 contre – 200 abstention) qui donne l'impression d'un aspect symbolique pour marquer et cristalliser le rapport de force. C'est très curieux, voire inédit, car cette lutte semble perdurer : 800 personnes votent un blocage irréalisable et, en même temps, des centaines de personnes continuent à être mobilisées.

L'après-midi : 500 à 600 personnes partent de l'université pour rejoindre les 700 salariés du secteur social et de la santé, occupant la DRASS. A deux-cents mètres environ, la police manœuvre et bloque le carrefour pour empêcher la jonction. Informés, des manifestants du secteur social et santé convergent spontanément. Prise en revers, la force publique se replie. Sous son regard médusé, la jonction s'opère. Les slogans « À bas la répression », « Convergence des luttes » et « Grève générale » pleuvent. Mais, au moment où tout le monde veut repartir vers la DRASS, la flicaille réoccupe sa position. La tension monte. Des étudiants, des travailleurs, des FSE, des CNT-AIT, des Sud et des CGT entendent bien forcer et déborder le cordon. Ils vont être copieusement gazés et matraqués. Les manifestants reculent. Le commissaire se pare de son écharpe tricolore. Visiblement, ça va cogner. Après quelques grenades balancées, la pouaille se met à charger plusieurs fois. On se replie sur le quartier de la Grâce de Dieu. Là, des jeunes crient : « On va se les faire ». Dommage, on ne profite pas de cette occasion en or pour rameuter et étoffer les rangs. On remonte sur l'université. Deux arrestations sont à dénombrer.

En tous cas, l'adversaire craint une convergence intercatégorielle pouvant accoucher d'un conflit social d'ampleur.

A 18 heures, l'assemblée générale du CLIC commence et regroupe des étudiants, des salariés et des chômeurs. Un certain nombre est à la CGT, SUD, FSE et CNT-AIT. Après un rapide tour sur les diverses informations, cette assemblée générale se divise en deux moments :

1) le programme de la semaine à venir : La décision est prise de retirer trois mille tracts pour être diffusés le mardi 26 mai aux salariés qui vont assurer les barrages filtrants aux ronds-points. Le CLIC doit être présent avec une banderole au rond-point de Côte de Nacre à 10 heures, lors de la jonction pour tenir ensuite une assemblée générale.

2) la nature et les objectifs du CLIC : Il est affirmé non pas le principe d'une intersyndicale, mais d'individus associés librement. Cela évite les clivages liés aux intersyndicales, ce qui permet l'établissement d'un cadre revendicatif unifiant (transcatégoriel) et facilite l'intégration des personnes non organisées ou méfiantes vis-à-vis de la récupération. Par ailleurs, la résolution de s'organiser en secteur pour mieux activer le CLIC n'est pas retenue. En l'état actuel, c'est totalement prématuré.

Cette assemblée générale du CLIC est positive. Si la CNT-AIT voit quelques-unes de ses positions habituelles reprises, on sent ceux de SUD assez ouverts. Grosso modo, tout le monde partage une analyse sur la période et sur les expériences à mener. Tout cela n'empêche évidemment personne de produire au-delà du CLIC ses réflexions propres.

**Lundi 25 mai 2009** : 400 à 500 personnes assistent à cette assemblée générale. On dresse un bilan de la répression : vingt-deux interpellations, cinq convocations, deux procès vont avoir lieu dont un en juillet et l'autre en septembre. 300 personnes se prononcent pour le blocage. Un CNTiste lance un appel pour le CLIC et à la diffusion de son tract sur les barrages filtrants pour le lendemain matin. Le rendez-vous est fixé à 6 h 45. On perçoit la décrue. Mais la situation demeure délicate. En effet, de nombreux étudiants, bloqueurs ou pas, mais favorables au mouvement, ne peuvent sacrifier une année. Ils sont en révision accélérée dans des salles externes à l'université, ses locaux sont gardés par des vigiles pour empêcher le blocage.

**Mardi 26 mai 2009** : il y a une bonne centaine de personnes à 6 h 45. Elles quittent l'université pour le barrage du rond-point Clémenceau. A 9 h 30, elles vont être entre 200 et 250 à faire mouvement vers le rond-point de Côte de Nacre. N'ayant pas agrégé une présence significative (70 à 80 personnes, en moyenne), les autres barrages convergent également. Sur le coup de 11 h, 1 500 personnes arrivent devant les locaux du MEDEF. Des manifestants veulent les occuper. Mais la force publique est en embuscade et arrive au pas cadencé pour gazer. Petit face-à-face tendu, les manifestants finissent par reculer. L'assemblée générale du CLIC est déplacée, du coup, à l'université.

La pluie incessante, l'endroit excentré et mal desservi vont dissuader

beaucoup de personnes de se rendre à cette manifestation. Voulu ou pas, une mauvaise communication syndicale sur cette journée et un certain désarroi chez les salariés ont fait grandement le reste.

L'après-midi : l'assemblée générale du CLIC a enfin lieu et réunit entre 80 et 100 personnes. On tranche pour de bon sur le fait que le CLIC n'est pas une intersyndicale, mais un collectif d'individus syndiqués ou non. Le CLIC doit continuer de diffuser son tract et d'œuvrer à renforcer la présence des salariés en son sein. Ce qui nécessite d'assurer une présence à chaque mobilisation et d'agir sur des sites emblématiques, voire de préparer la prochaine rentrée de septembre. Pour l'instant, le CLIC préfère ne pas se doter d'une base théorique trop forte. Car, c'est le cadre revendicatif unifiant qui fédère et constitue le sous-jacent idéologique, certes, assez large, mais qui est plus ou moins marqué. On met en place une trésorerie pour que l'indépendance financière du CLIC soit assurée, afin d'éviter que le coût des tracts soient à la charge de Valéo, FSE et CNT-AIT. Le CLIC prend l'engagement d'être au prochain piquet de la CGT Valéo. L'assemblée générale du CLIC doit se tenir ensuite à 14 h devant l'entrée de l'usine.

La CNT-AIT remarque que l'idée d'élaborer une base théorique du CLIC pour lui permette de bien marquer sa différence et d'être attrayant suscite bien des questions récurrentes. Or, il est clair que personne n'entend faire du CLIC une nouvelle organisation partidulaire ou syndicale. Néanmoins, la volonté de convergence ne peut s'affranchir des idéologies particulières de ses diverses composantes. Puisque le cadre revendicatif unifiant et l'existence même du CLIC sont déjà un marquage idéologique, exprimant un champ du possible. Un CNTiste va dire qu'il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs :

- que si le CLIC continue et s'enroche, de son existence et expérience peuvent naître des significations ;
- que la période n'est pas partout vide de sens et que chacun peut puiser dans la production des organisations ;
- qu'il serait judicieux de reproduire les débats libres. C'est-à-dire qu'à partir d'un thème où chacun puisse exprimer son point de vue, sans vote, ni prise de décisions. En effet, cette façon de procéder ne soumet à aucun discours et permet un creuset collectif dû au jeu discursif. Cette approche antiautoritaire est plus longue à produire de la cohésion ; mais elle rompt l'illusion du discours ex-cathedra ou leaderiste, ne produisant que vernis idéologique et formatage.

**Mardi 2 juin 2009** : c'est vraisemblablement la toute dernière assemblée générale. Il n'y a guère qu'une centaine de personnes. Le constat s'impose que l'on vit la fin du mouvement sur l'université. Chaque UFR rattrape comme il peut les cours. Les examens se préparent et se déroulent. A partir de là, les discussions portent sur comment sauvegarder un embryon de mobilisation et les perspectives à venir pour les semaines suivantes, voire la rentrée de septembre. On distingue plus ou moins deux positions :

- maintenir l'assemblée générale et des manifestations mais spécifiquement « universitaires » ;

- suspendre la mobilisation jusqu'en septembre. Parce qu'il est davantage opportun et pertinent de favoriser l'activité du CLIC, en invitant les étudiants encore mobilisés à le rejoindre. Car le CLIC incorpore par son cadre revendicatif unifiant la problématique universitaire. Cela permettrait une relance rapide sur l'université dès la rentrée du mois de septembre. La CNT-AIT soutient qu'il ne faut pas se disperser et affaiblir le peu de force restante.

Beaucoup d'interventions font l'éloge du CLIC. Mais apparaît la curieuse proposition d'un rassemblement où l'on s'habillerait en gens de droite pour ce jeudi à 14 heures. Ce qui revient de fait à démobiliser l'assemblée générale du CLIC, prévue à la même date. Cette proposition provoque des crispations et énervements. Des « pro déguisement » tentent de justifier leur action, en prétendant que c'est très judicieux : « Il ne faut pas trop d'étudiants à l'assemblée générale du CLIC » (paraîtrait-il que cela fait peur aux salariés ?). Que l'on arrête de délirer : faire d'un carnaval l'équivalent ou le nec plus ultra de l'action politique est désopilant ou désespérant. Comment peut-on mettre en balance le soutien aux salariés de Valéo, la lutte directe contre le patronat et l'organisation de la convergence des luttes avec ce genre grotesque d'action dans lequel on s'accoutre de vêtements supposés de droite ? Comment peut-on cultiver le corporatisme le plus plat et le plus démagogique, en entretenant la vieille ficelle des spécificités étudiantes et salariées ? Ces dernières n'existent que dans la tête des zélotes de pareilles sornettes. Un CNTiste rappelle le sort commun de l'étudiant, du salarié, du chômeur, etc. La décision est prise de le décaler à 17 h.

L'après midi : ne sachant quoi faire, 50 personnes actent une vente aux enchères de l'université ; peu enthousiastes, d'autres quittent l'endroit.

**Jeudi 4 juin 2009** : l'assemblée générale du CLIC ne rassemble qu'un petit groupe à Valéo.

### - III -

Le capitalisme est par nature en crise. C'est la septième d'une telle ampleur depuis 1770. D'où la difficulté d'une catégorisation stable des classes sociales. D'ailleurs, la notion de classe moyenne paraît judicieuse pour désigner, tant sur le revenu que sur le degré hiérarchique, le positionnement idéologique et politique de cette partie de la population. Actuellement, sa posture tend à être le centrisme : le Modem, le PS et les Verts. La classe moyenne est à la fois « productrice » et « produit » du pacte fordiste ou compromis historique de 1945, incarné par le conseil national de la résistance (CNR). Elle s'accroît, au point que politiquement son poids numérique impose tacitement des alliances électorales renforçant l'option social-démocrate (du gaullisme au PC). Cette classe sociale régule le système pour réduire les antagonismes entre capitalistes et prolétaires. Elle mythifie et fétichise l'État social, la république, le salariat, la consommation,

etc. La crise de 1974 ébranle le système. Après avoir porté des coups aux salariés à faible revenu, les capitalistes s'attaquent à la classe moyenne qu'ils trouvent pléthorique, trop chère et mal employée, notamment dans l'économie d'État. Cela explique les réformes visant l'Éducation nationale. Une majorité de salariés de l'Éducation nationale et, surtout, les représentants des syndicats réformistes ne font qu'opposer face à celles-ci leur option social-démocrate. Ils évoquent la fonction historique de l'Éducation nationale (les hussards noirs), la force tutélaire et bienfaitrice de l'État, le rôle humaniste et progressiste de l'enseignement, la fonction utile et réparatrice du service public, l'égalité des chances. Ce beau monde entend maintenir l'ancienne forme d'un capitalisme national mixte (privé et État) pour sauver son intérêt corporatiste.

Pour cela, on passe et occulte ce que des intellectuels, et non des moindres, ou de simples individualités révolutionnaires affirment :

- le capitalisme est et sera toujours basé sur l'exploitation et l'oppression. La machinerie institutionnelle, incluant l'université, ne les abolit nullement, mais participe à leur reproduction. Il suffit de constater l'origine sociale des étudiants selon les établissements fréquentés et la place sociale visée par la formation.

- l'histoire du capitalisme est traversée par une succession de crises cycliques. Ces dernières sont dues aux lois immanentes du marché et à la limite de l'accumulation du capital qui entraîne sa déviance (la suraccumulation) et la baisse du taux de profit.

Ces crises cycliques présentent également des traits caractéristiques bien distincts. Car elles ne peuvent s'inscrire que dans un contexte social-historique déterminé. Ce qui modifie les rapports et le mode de production, tout en affectant la composition de classe : « l'ensemble de la structure sociale du système ». Le capitalisme se restructure pour continuer à exister.

Durant cette lutte de 2008/09, les diverses postures idéologiques vont entrer en confrontation. Pour sa part, la CNT-AIT s'est activée à :

- contester que l'université produit un savoir critique, quand elle ne fait que véhiculer, massifier et reproduire l'idéologie bourgeoise, plus ou moins dissimulée par l'affirmation de l'humanisme et du progrès.

- démystifier le pacte fordiste ou compromis historique et son successeur libéral-mondialisé.

- pointer l'État et le capitalisme comme deux systèmes d'oppression et d'exploitation.

- instiller le principe d'une vue globale face à la globalité du système et de ses attaques, afin d'affiner un plan tactico-stratégique adéquat.

- marginaliser le corporatisme qui fait le lit de l'adversaire.

- démontrer l'impasse des intersyndicales dont la bureaucratie ne se préoccupe que d'assurer sa survie.

- élaborer un cadre revendicatif unifiant et intercatégoriel qui pose l'accès aux besoins fondamentaux.
- faire aboutir une convergence des conflits sociaux pour une lutte générale.
- mettre en place le CLIC.
- fonctionner en assemblée générale et comité de lutte.
- critiquer un certain gauchisme.

Cette lutte est demeurée minoritaire et nous interroge sur ce qu'elle signifie. En effet, la social-démocrate (qui participe aux instances universitaires) n'arrive-t-elle plus à imposer sa conception des choses ? (Elle est restée bien silencieuse et désarçonnée par le déroulement des assemblées générales (quoique des aspects puissent être discutables : l'obnubilation pour le vote ne laissant pas place à des débats, l'effet « star-ac », la présence des jaunes, etc.). Certaines propositions de la CNT-AIT font désormais mouche et sont reprises par les assemblées générales. Est-ce le fait que de plus en plus d'étudiants prennent conscience qu'ils sont condamnés à la précarité et à la paupérisation tout comme une fraction croissante de la classe moyenne ? Le problème de la recomposition de classe et des alliances se joue à nouveau. Historiquement, les déclassés se positionnent sur ces deux plans politiques :

- la réaction ou le fascisme contre le grand capital « cosmopolite » pour les ex-capitalistes ruinés qui terminent en général salariés et constituent le petit encadrement, la maîtrise, vu leur idéologie anti-ouvrière.
- le statu quo ou l'anti-capitalisme pour les salariés.

Que sera l'avenir ? A nous de savoir peser sur le cours des choses.

Væ victis (malheur aux vaincus) !

Membres CNT-AIT Caen, été 2009.

# Documents

---

## **Crise ou pas, les milliards tombent toujours dans la poche des exploiters !**

Vous croyiez que la crise avait disparu ? Et bien non ! Elle est à nouveau d'actualité et s'imisce dans les conversations.

Par le biais de leurs multiples appareils idéologiques d'Etat (les médias, les syndicats réformistes...), les politiciens la définissent comme étant la résultante d'une folie sans borne et d'une immoralité des boursicoteurs qui seraient les seuls fautifs.

Mais ce n'est là que pure jactance et mensonge. En effet, les politiciens sont peu diserts sur leur responsabilité et implication ; ils ont tous largement contribué à une dérégulation méthodique pour les besoins du marché. Il n'était plus question de l'économie administrée au nom de l'économie concurrentielle. Tout en désignant les spéculateurs à la vindicte des couches populaires, les politiciens les sauvent de la banqueroute. Le comble du cynisme est que tout ce beau monde profite de la situation pour se refaire une virginité, en avançant l'idée vague d'une jurisprudence universelle : "le Bretton Woods bancaire".

L'histoire du capitalisme n'est qu'une succession de crises cycliques, courtes ou longues, plus ou moins dispendieuses, qui débouchent soit sur la récession ou la dépression, dégénéralant même en des conflits armés ; elles sont, d'ailleurs, un mal intrinsèque du capitalisme qui est parvenu à s'adapter et à muter pour l'instant.

Le capitalisme repose sur la logique de la recherche exponentielle du taux de profit, qu'il soit d'ordre réel par l'extraction de la plus-value ou d'ordre purement spéculatif (sur la valeur des actions et de leur rendement) et peu importe si cela amène misère, famine, pollution... La période supposée des trente glorieuses n'aura donc pas fait exception à l'histoire du capitalisme, puisqu'elle contenait les germes de ces contradictions qui allaient aboutir à la crise actuelle : l'usage massif du crédit (affectant les Etats, les banques, les particuliers), la saturation des marchés (engendrant le non écoulement de la production) et le sacage écologique. Aujourd'hui, face à une quasi faillite générale du système, on nous ressort les vieilles recettes : faire fonctionner la planche à billet, recourir davantage au crédit, accroître l'action de l'Etat, etc. Mais qui peut dire que la médication keynésienne a encore un avenir ?

Ce qui se passe n'est donc pas très étonnant et les couches populaires paient encore un peu plus la facture, tandis que les responsables continuent à jouir des bénéfices que leur procure le système capitaliste. Quoi qu'il en soit, la stagnation, le rognage des salaires (directs et indirects) et l'inflation vont encore être le lot de cette nouvelle cure d'austérité visant à perpétuer les privilèges.



Alors que faut-il faire ? Continuer à se chloroformer devant la télévision ou dans d'autres gadgets... Loin de nous, anarchosyndicalistes, l'idée de succomber à la pacification (comprenez l'apathie généralisée où le règne de "la paix-armée" de l'Etat post-totalitaire) et à la petite morale compassionnelle.

Seule, la lutte paye ! En effet, l'auto-organisation permet à chacun d'intervenir dans des comités de lutte et les assemblées générales, là où peut s'établir une authentique liaison entre les exploités, afin de dépasser le corporatisme en posant des revendications unifiantes. L'auto-organisation est le premier pas de notre "autonomie" vis-à-vis de ceux qui concourent à notre oppression.

Encore faudrait-il, quand une tentative d'auto-organisation se met en place, qu'elle ne soit pas paralysée de l'intérieur par de faux débats, voire une bureaucratisation larvée ; les prises de décisions et leurs applications, elles se prennent et se vérifient sans aucune exception, à la base, dans les assemblées générales ; la démocratie-directe, afin qu'elle ne s'intoxique dans le pseudo-démocratisme, n'implique que les partisans de la lutte et ceux-ci doivent écarter ses adversaires. Que chacun se positionne donc !

C'est de zéro que l'on repart ! Recommencer... Anarchosyndicalistes, nous ne nous leurrerons pas sur cette situation du moment et ses difficultés. La lutte ne peut être fructueuse que si elle est capable d'engendrer un mouvement de masse extrêmement diffus et tenace, agissant sur l'ensemble du territoire en déconcentrant ses actions pour les démultiplier, dans l'optique d'une grève généralisée, avec des poussées spontanées (débrayages et grèves improvisés, manifestations sauvages...) faisant tâche d'huile.

L'heure n'est plus à la résignation : les habituelles balades dans le centre ville, accompagnées du "chant des sirènes", afin d'obtenir des négociations truquées d'avance, ne produiront que davantage de lassitude et de frustration.

Ils nous veulent apathiques et soumis, soyons offensifs : résistance populaire autonome !

Caen, novembre 2008

CNT-AIT

Association Internationale des Travailleurs

---

## ADRESSE AUX ETUDIANTS

Depuis quelques mois, des tentatives de mobilisation ont lieu sur l'université de Caen. Les dernières assemblées générales (AG) n'ont pas été un franc succès. Certes, les raisons de la non-mobilisation sont vastes et complexes. Cela nous incline à une certaine prudence, surtout que les luttes apparaissent et disparaissent soudainement.

Néanmoins, il ne peut être passé sous silence que depuis l'espoir et le succès de la lutte anti-CPE/CNE, la lassitude règne à nouveau malgré l'intermède

de la lutte contre la LRU.

Nous pensons que ce qui a été vécu de façon néfaste durant cette dernière lutte continue de laisser des traces et certains feignent de l'ignorer. La coutume d'effectuer un bilan public après chaque lutte n'étant plus pratiquée depuis 2006, malgré de nombreuses demandes, il se crée alors un écart grandissant entre ceux qui sont sûrs de leurs pratiques et ceux désabusés qui se désengagent.

En effet, de nombreux participants critiquaient les AG dans lesquelles la parole était confisquée : les décisions prises par une minorité, les actions décidées selon les desideratas de quelque uns et non selon l'optique la plus judicieuse de la lutte. Trop d'étudiants se sont sentis utilisés plutôt qu'acteurs de la lutte. Les AG doivent débattre de propositions claires et sérieuses et non devenir le champ clos d'intimidations, de manipulations et de puérides déclarations. Contrairement à ce qui se dit, les étudiants en lutte sont aptes à des réflexions en profondeur.

Pour nous, la lutte n'est pas le soliloque de quelques dizaines de personnes qui s'applaudissent et se complimentent dans un amphithéâtre désert, ni de transformer le blocage en cours des miracles.

Au final, tous ces facteurs précités ne font que renforcer le parti de l'apolitisme et de l'apathie.

L'important dans une lutte, c'est de parvenir à son but, tout autant que ce qui s'y expérimente, s'y perçoit, s'y élabore et ce qui fait sens.

La solidarité, l'action commune, la démocratie, l'engagement, la convivialité, l'affirmation de sa pensée, le débat et la confrontation doivent être vécues comme une expérience positive.

Une autre difficulté de la mobilisation tient peut être dans son contenu revendicatif : les premières AG contre la LRU ne s'étaient contentées de s'opposer à la LRU en faisant le choix de revendications plus larges : la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux (logement, santé, transport...) pour tous par la gratuité des services publics, entre autres.

Actuellement, les AG se cantonnent à la sphère de l'éducation et principalement à la problématique du cursus scolaire pour les étudiants. Cela n'est certes pas négligeable. Pour autant, beaucoup d'étudiants, conscients de la crise majeure de l'économie capitaliste, comprennent l'illusion d'une bataille sur des aspects secondaires ou corporatistes. En effet, à quoi sert un droit, un service, etc., dont la faiblesse du revenu ne permet pas l'usage ?

Aujourd'hui plus que jamais, refusons de payer pour les capitalistes et avançons des revendications unifiantes et de fond. Ne restons pas sur la défensive comme le font les partis de gauche et leurs syndicats, qui ne se battent que pour les miettes que concède le système, et construisons une réelle communauté de résistance basée sur des valeurs telles que l'entraide et l'égalité.

Table de presse tous les jeudis midi, bâtiment sciences (sous la galerie vitrée).  
CNT-AIT

Association Internationale des Travailleurs

## A PROPOS DE LA LOI D'AUTONOMIE DES UNIVERSITES

En 2007, la Loi de Responsabilité des Universités (LRU) avait déjà fait l'objet d'une mobilisation à l'université. Il semble que cette lutte reprenne une certaine vigueur. Mais elle se situe principalement dans le cadre de la défense des services publics. Ce qui nous amène à poser ces trois questions :

- le service public est-il la propriété de l'Etat, de groupes constitués ou de ses employés ?

- le service public défend-il l'intérêt de minorités privilégiées ou corporatistes ?

- le service public et son statut tel qu'ils existent aujourd'hui induisent-ils une politique de service public ?

Il ne sert à rien d'incanter la défense du service public sans répondre à ces trois questions. Selon nous, un service public doit être une propriété sociale et collective, qui de fait appartient à tous. Il se doit d'être réellement démocratique, c'est-à-dire sous le contrôle de la population. Il acte une politique d'intérêt général qui garantit l'accès à tous aux besoins fondamentaux (logement, santé, transport, éducation, etc.) et pratique l'égalité de traitement.

Or lesdits services publics sont utilisés par l'Etat comme l'instrument d'une ségrégation sociale : radiation ANPE, exclusion et non attribution de logement, difficulté de prise en charge de la santé, sélection (restriction des bourses, par exemple) et formatage scolaires, ainsi que la recherche publique orientée par les besoins des firmes capitalistes (OGM, nucléaire, armement, biométrie et traçabilité ...).

La loi d'autonomie des universités n'est pas conforme à la vocation d'un service public : elle doit être combattue. Mais ne limiter la bataille qu'à cet aspect est une impasse qui nous conduira à défendre une université déjà dégradée par les mesures gouvernementales antérieures (rappelez-vous de la loi Jospin en 1989, entre autres). C'est une illusion, en outre, qui ne résoudra en rien les problèmes de l'existence quotidienne de la plupart des étudiants et des personnels, dans toutes ses composantes. Ce serait s'enfermer dans le piège du corporatisme qui feint d'ignorer que le pouvoir oppose les étudiants, les étudiants salariés, les salariés du public et du privé, les intérimaires, les chômeurs et les bénéficiaires des minima sociaux, etc. Ce qui lui permet de récupérer ce qu'il a momentanément concédé à certains.

Nous devons éviter également d'être pris dans les querelles des organisations. Ces dernières ont libre droit de s'exprimer. Cependant, elles n'ont pas à s'approprier la lutte, surtout que l'immense majorité des personnes concernées sont en dehors de celles-ci. Le gage d'efficacité, d'unité, de démocratie directe et de massification passe par la mise en place de comités ouverts à toutes celles et ceux qui souhaitent lutter (lycéens, étudiants, travailleurs, intérimaires, chômeurs ...), comme ce fut le cas et avec succès lors du mouvement contre le CPE/CNE ; de plus, il importe que ces comités se fédèrent horizontalement en évitant toute forme de centralisme bureaucratique.

Ce qui se déroule à l'université, à l'hôpital, à l'ANPE ... (c'est-à-dire chacun des services publics) nous concerne tous. Aucun syndicat ni aucun parti n'a à décider à notre place. C'est tous ensemble que nous construirons la lutte et créerons un véritable rapport de force contre la politique du gouvernement.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !  
Seule, la lutte paye !

Confédération Nationale du Travail  
Association Internationale des Travailleurs

---

## COMBIEN DE TEMPS ALLONS-NOUS ENDURER ÇA ?

Le pire est à venir et nous le savons tous avec la crise...

Pour maintenir leur marge d'exploitation et les dividendes des actionnaires, le patronat met en place une nouvelle course au taux de profit, comme toujours au détriment de la condition salariale : licenciements massifs, fermetures de sites jugés peu productifs et augmentation de la productivité. Ayant l'obligation de réduire sa dette, aggravée par la crise, et conformément au traité de Maastricht (maintenir les équilibres budgétaires), l'Etat accentue son attaque de l'ensemble de la protection sociale.

Les conditions de vie de toute une frange de la population vont se détériorer davantage, tandis qu'une minorité continuera à bien profiter des bénéfices que le système capitaliste lui procure.

Face à cela, soit nous plions, soit nous choisissons la révolte

Les dernières manifestations massives signent peut être la fin d'une atonie généralisée. Les réactions offensives (séquestrations, destructions de matériels, occupations, etc.) de plusieurs luttes salariales en sont la preuve et renouent avec ce syndicalisme d'action directe (agir soi-même sans aucun intermédiaire). Mieux encore, l'usage d'assemblées générales et de comités de lutte (de salariés syndiqués ou non) réintroduit les principes de la démocratie directe, comme à l'usine Caterpillar à Grenoble... Ce vieux fond anarchosindicaliste refait surface, n'en déplaise aux adeptes du dialogue social.

Néanmoins, nous ne gagnerons pas en luttant boîte par boîte. Le pouvoir sait donner à l'un pour reprendre à l'autre et user ainsi de la division. Ce que le pouvoir concède en hausse de salaires est repris au consommateur par l'inflation ; ce qu'il octroie au travailleur, il le récupère sur l'usager. De plus, dans l'économie de marché, toute ratification d'une convention collective avantageuse aboutit à une faiblesse concurrentielle. Le résultat est que l'entreprise restructure en dénonçant la dite convention collective (les 35 heures, par exemple). La seule manière d'empêcher la mise en concurrence de la force de travail est d'imposer un

statut unique. Pour obtenir cela, il faut avancer un cadre revendicatif unifiant qui permette une réelle convergence et massification des luttes actuelles et futures.

Une ébauche de cette démarche est en cours à l'université de Caen. En effet, depuis le mois de novembre, un mouvement dénonce des réformes attaquant notamment le statut des enseignants chercheurs... A ces revendications catégorielles, la CNT-AIT et d'autres ont proposé à l'assemblée générale un cadre revendicatif plus large (accès aux besoins fondamentaux) et d'agir, en vue d'une convergence et d'une massification de la lutte, en direction des autres secteurs salariés et plus largement de la population. Approuvée par l'assemblée générale, la première traduction significative est le soutien apporté aux salariés de Valéo (présence au piquet de grève et action commune lors du barrage filtrant au rond-point de Mondeville). D'autre part, des réunions visant à des actions communes sur la ville se mettent en place à l'université (1). Nous invitons tous ceux qui partagent ce constat à participer à cette initiative en prenant contact auprès de l'assemblée générale (tous les mardis à 10 heures, au campus 1 de l'université de Caen).

Contre l'Etat et le patronat,  
Résistance populaire autonome !  
Construisons la grève générale !

CNT/AIT  
Association Internationale des Travailleurs

(1) – Les dates et réunions sont consultables sur notre forum Internet

---

## Une journée de grève et après ?

L'université de Caen est en lutte contre les mesures gouvernementales (Loi Relative aux Universités, mastérisation, suppressions de postes, Loi Organique relative aux Lois de Finances...) depuis 8 semaines. Nous refusons le processus de marchandisation de l'université et plus généralement de l'éducation.

Après plusieurs semaines d'assemblées générales (ouvertes à tous), de manifestations et d'actions, et au vu du contexte politique, économique et social de crise, la dernière assemblée générale du 17 mars s'est positionnée pour un élargissement de la lutte sociale.

Il a été adopté les revendications suivantes :

- la gratuité des services publics pour tous ;
- la satisfaction des besoins fondamentaux concernant le transport, l'éducation, la santé et le logement.

Pour la satisfaction de ces revendications, il est nécessaire de construire un réel rapport de force. Pour cela, il faut :

- rassembler un maximum de monde ;
- développer une logique de lutte (qui va au-delà d'un rendez-vous tous les deux mois) ;
- s'organiser en assemblées générales (ouvertes à tous).

Quel que soit notre statut ou situation sociale (étudiants, élèves, chômeurs, précaires, sans-papiers, retraités, handicapés...), la crise n'a fait qu'aggraver nos conditions de vie. Il ne faut pas se mentir, la Guadeloupe nous le prouve, nous avons besoin d'un mouvement uni, fort et déterminé :

**CONSTRUISONS LA GREVE GENERALE !**

Nous vous invitons à nous rejoindre:

- Manifestation nationale interprofessionnelle, jeudi 19/03, 10h30 (place St Pierre) ;
- Action, jeudi 19/03, 15h (Phénix) ;
- Assemblée générale, mardi 24/03, 10h (Halle des sports de l'Université).

L'Assemblée Générale de l'Université de Caen du 17 Mars 2009.

---

## **Appel à Assemblée Générale interprofessionnelle**

Depuis plus de deux mois, le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est en lutte contre toute une série de réformes et décrets touchant la totalité des personnels et usagers de ce service public. Deux mois durant lesquels le gouvernement n'a répondu qu'avec mépris et violence.

Et, dans une même logique, c'est l'ensemble des secteurs assurant des missions de services publics (Santé, Education, Transports, Electricité etc.) qui est gravement menacé. Quant aux salariés du privé, ils paient le prix fort d'une crise (chômage partiel, licenciements, etc.) qu'ils n'ont pas choisi (parachutes dorés, explosion des bénéfiques pour les grandes firmes etc.).

La résistance doit s'organiser, mais elle doit réussir à dépasser les corporatismes. C'est pourquoi des étudiants, des enseignants-chercheurs, des salariés du CHU, des salariés en piquets de Valéo, Bosch etc. se sont rencontrés dans le but d'organiser une première réunion commune.

Réunis en réunion le vendredi 17 avril, et partant tous d'un même constat sur la nécessité de mobilisations unitaires public-privé à REPETITION, il a été décidé d'appeler à une Assemblée Générale interprofessionnelle, regroupant des syndiqués et non-syndiqués, salariés ou non, le mercredi 29 avril 2009 à 17h à l'Université de Caen (Campus 1) rendez-vous au Phénix (arrêt de tram université). L'enjeu sera d'y prendre un certain nombre de décisions communes en termes de revendications et de possibilités d'action.

Des axes revendicatifs ont déjà été établis : l'accès gratuit aux besoins fondamentaux (qui passe par le refus des réformes allant à l'encontre de ce principe), et le refus des licenciements et des suppressions de postes. Un constat : les mobilisations tous les un mois et demi ne suffisent pas.

La situation appelle à une résistance massive, déterminée, et généralisée à tous les secteurs !

Collectif interpro